

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} JUIN 1922.

Projet de loi

portant approbation des amendements aux articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et 26 du Pacte de la Société des Nations adoptés par la deuxième Assemblée de la Société dans ses séances des 3, 4 et 5 octobre 1921 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2),
PAR M. POULLET.

MESSIEURS,

En demandant aux Chambres de ratifier les amendements que l'Assemblée de la Société des Nations, au cours de sa session de 1921, a apportés au *Pacte* de cette Société, le Gouvernement, dans l'Exposé des Motifs du projet de loi qui nous est soumis, a très exactement défini la portée de ces amendements : ils ont pour effet commun, dit-il, « de donner à la fois plus de souplesse et de précision au Pacte ».

Il ne s'agit donc pas d'apporter aux statuts organiques de la Société des Nations des changements d'importance majeure. L'expérience seule pourra provoquer de pareilles modifications. En attendant, il a paru utile de préciser certains textes et d'apporter au fonctionnement de la Société quelques améliorations qui ne touchent pas aux bases fondamentales sur lesquelles elle repose.

Le premier article dont la portée se trouve précisée, c'est l'article 4, relatif à la composition du Conseil et au mode de désignation de ceux de ses membres qui ne sont pas permanents. On se rappelle que le Conseil de la Société des Nations se compose de quatre membres permanents, savoir les représentants des principales puissances alliées et associées, l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon, et de quatre membres non permanents, désignés par l'Assemblée générale de la

(1) Projet de loi, n° 139.

(2) Composition de la Commission : MM. Brunet, président, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Forthomme, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Segers, Troclet, Vandervelde, Verachtert et Winandy.

Société. Aux termes de l'article 4, ces quatre membres sont désignés *librement* par l'Assemblée et *aux époques* qu'il lui plaît de choisir.

Mais l'article 4 ne résoud pas la question de savoir si la décision de l'Assemblée relative à la désignation des membres non permanents peut se faire à la simple majorité ou si elle requiert l'unanimité. Le doute provient de ce qu'en règle générale, et sauf dispositions contraires du Pacte ou des traités, sauf aussi quand il s'agit de questions de procédure, les décisions de l'Assemblée doivent être prises à l'unanimité des membres représentés à la réunion (art. 5 du Pacte).

Il semble, d'après cela, que la décision de l'Assemblée relative au mode de désignation des membres non permanents du Conseil doive se faire à l'unanimité.

Mais une disposition de l'article 4 permet à l'Assemblée d'augmenter, à la simple majorité, le nombre des membres permanents ou non permanents du Conseil. On s'est demandé alors si les auteurs du Pacte ont voulu se montrer plus rigoureux pour la fixation du mode de désigner les membres non permanents que pour la détermination de leur nombre?

Dans sa session de Genève, l'Assemblée a décidé qu'il importait de trancher le doute et de reviser à cette fin l'article 4 du Pacte.

Elle a adopté une règle intermédiaire : il faudra une majorité des deux tiers. Un alinéa nouveau, conçu comme suit, serait introduit dans l'article 4 : « L'Assemblée fixe, à la majorité des deux tiers, les règles concernant les élections des membres non permanents du Conseil, et en particulier, celles concernant la durée de leur mandat et les conditions de rééligibilité. »

Cette solution paraît tenir compte des divers intérêts en cause. Comme le dit l'Exposé des Motifs, exiger l'unanimité eût été s'exposer au danger de voir échouer tout règlement quelconque. D'autre part, il n'a pas paru sage ni prudent, dans une question qui intéresse l'organisation même d'un des rouages de la Société, de se contenter de la simple majorité ordinaire.

*
* * *

Le mode de répartition des dépenses du Secrétariat de la Société des Nations a donné lieu à beaucoup de plaintes de la part des petits États. Aux termes de l'article 6 actuel du Pacte, « les dépenses du Secrétariat sont supportées par les membres de la Société dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle ».

La part de la Belgique, des Pays-Bas, de la Roumanie, de la Suisse, etc. dans les frais du Bureau international des Postes s'élevait pour chacun de ces États avant la guerre à une somme de deux mille et quelques centaines de francs sur une dépense totale de 200,000 francs environ; la part de l'Allemagne, de l'Angleterre, du Canada, de la France, des États-Unis, de l'Inde, etc., s'élevait aux environs de 4,000 francs.

Quelque objection que pût soulever un mode de répartition qui n'imposait à des grands États comme l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, etc., qu'une participation double de celle de la Belgique, des Pays-Bas, etc., la minime importance de la somme à décaisser annuellement assura, en matière postale, le maintien de ce mode défectueux.

Mais étendu à un budget de plus de 20,000,000 francs comme celui de la Société

des Nations, ce système était par trop injuste pour les petits États. De là les amendements votés à Genève et dont la portée se trouve précisée dans l'Exposé des motifs. Au lieu de 625.000 francs-or que la Belgique a eu à déboursier en 1921, elle n'aura à contribuer à l'avenir que pour une somme de moitié moindre.

* * *

Les articles 13, 14 et 15 du Pacte s'occupent de la procédure à suivre pour résoudre à l'amiable les différends internationaux. Les États signataires s'y engageaient formellement à ne pas recourir à la guerre avant d'avoir soumis soit à l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil, les différends susceptibles d'entraîner une rupture.

Depuis la mise en vigueur du Pacte, une *Cour internationale de Justice* a été créée. Il importait dès lors de compléter ces articles en mentionnant le recours à cette Cour parmi les moyens pacifiques propres à solutionner les différends internationaux.

C'est l'objet des amendements proposés aux susdits articles.

* * *

L'article 16, dont le but est d'organiser le blocus économique des États qui en violation des engagements pris aux articles 12, 13 et 15 ont recouru à la guerre, est un des plus importants du Pacte.

Il sanctionne l'une des obligations les plus précieuses que les États, membres de la Société des Nations, ont pris les uns vis-à-vis des autres dans l'intérêt de la paix : celle de ne pas recourir à la guerre avant d'avoir soumis leurs différends à la procédure arbitrale, à la procédure judiciaire ou à l'examen du Conseil.

Dans ses sessions de 1920 et de 1921, l'Assemblée a longuement délibéré sur la mise en pratique du blocus économique.

Cet examen approfondi a révélé que l'application rigoureuse et strictement textuelle de l'article 16 pouvait aboutir, soit à des impossibilités pratiques, soit à des conséquences nuisibles au but même poursuivi.

Aux termes de l'article 16, quand un État est en rupture de pacte tous les autres États doivent *immédiatement* rompre avec lui toutes relations commerciales et interdire à leurs nationaux tous rapports avec ceux de l'État en faute.

Si des nationaux de l'État en faute résident sur le territoire d'un des États qui participent au blocus, il est manifestement impossible d'interdire *tous rapports* avec eux.

On propose, en conséquence, d'amender l'article 16 en ce sens que la rupture de toutes relations d'ordre économique et personnel entre les nationaux de l'État participant au blocus, et ceux de l'État en faute ne concernerait que ceux des nationaux de l'État en faute qui résident sur le territoire de celui-ci. L'interdiction cesserait de viser ceux des nationaux de l'État fautif qui se trouvent sur le territoire des autres membres de la Société.

L'amendement proposé ne se borne pas à cela. Allant plus loin que le texte

actuel, il propose d'étendre l'interdiction des rapports à toute personne quelconque résidant sur le territoire de l'État fautif. Pareillement, du côté de l'État participant au blocus, l'interdiction atteindrait non seulement ses propres nationaux, mais aussi toute personne résidant sur son territoire. En d'autres mots, pour savoir sur qui pèse l'obligation de rompre toutes relations entre personnes relevant de l'État fautif et personnes relevant des autres membres de la Société, on substituerait le critère de la résidence à celui de la nationalité. L'interdiction deviendrait alors pratiquement réalisable, et par son extension, de part et d'autre, aux résidents non nationaux, elle atteindrait son maximum d'efficacité.

Autre impossibilité pratique à laquelle il convenait d'obvier : si un État tire sa subsistance de l'État en faute, et ne peut, avant de longs délais, se procurer cette subsistance d'ailleurs, on ne peut évidemment lui demander de rompre toutes relations commerciales avec lui. Ce serait lui demander de se condamner à mourir de faim. On propose par amendement que le Conseil puisse, dans ce cas, ajourner l'obligation de rompre immédiatement.

Il se peut aussi qu'une rupture immédiate de la part de tel ou tel État entraîne pour la cause commune plus d'inconvénients que d'avantages : l'État en faute en prendrait prétexte, par exemple, pour s'emparer d'un point stratégique. Il se peut que la rupture immédiate de la part de tel État ou tel État entraîne pour les États participant au blocus des obligations beaucoup plus onéreuses que les avantages que l'État fautif recueillerait d'une exception à l'obligation de rompre. Dans ces cas encore, l'amendement proposé permet au Conseil d'ajourner la rupture dans le chef de l'État qui se trouve dans une situation particulière.

Il convient d'autant moins d'exiger d'États se trouvant dans une situation particulière des sacrifices inutiles ou onéreux à la cause commune que le texte en vigueur de l'article 16 impose aux membres de la Société de se prêter un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du blocus, pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter.

L'article 16 actuel contenait une grave lacune. Si un État, dit-il, recourt à la guerre contrairement au Pacte, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis une acte de guerre contre tous les autres membres de la Société, et exposé dès lors au blocus. C'est parfait. Mais à qui appartient-il de décider si un État est en rupture du Pacte ou non ? L'article 16 était muet à cet égard. Il est proposé de compléter l'article en donnant au Conseil le soin de se prononcer sur le point de savoir s'il y a eu ou non violation du Pacte. Sans doute, l'avis donné par le Conseil ne lie pas, du moins théoriquement, les membres de la Société. Ceux-ci, en vertu du principe de la souveraineté des États, restent libres de déterminer s'il y a ou non rupture du Pacte. Mais l'avis du Conseil n'en aura pas moins une grande autorité et constituera, pour les petits États surtout, un élément capital dans l'appréciation de la ligne de conduite à suivre.

Un dernier amendement à l'article 16 charge le Conseil d'indiquer la date à laquelle il recommande l'application des mesures de blocus. Comme le dit l'Exposé des Motifs du projet de loi, il est utile d'obtenir la simultanéité du déclenchement de ces mesures pour leur faire produire le maximum d'effets. Mais rien n'empêche les États d'en poursuivre l'exécution plus tôt, s'ils le jugent opportun.

*
* *

Une dernière série d'amendements au Pacte vise l'article 26 relatif précisément à l'entrée en vigueur d'amendements qui seraient apportés au Pacte.

D'après l'article tel qu'il est actuellement rédigé, les amendements entrent en vigueur dès *leur ratification* par les membres de la Société dont les représentants composent le Conseil, et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée.

Comme on le voit, l'article parle des conditions de la *ratification* des amendements; il ne souffle mot des conditions de leur *vote* par l'Assemblée. Fallait-il, au vote, l'unanimité, conformément à la règle générale de l'article 5, ou bien la simple majorité suffisait-elle ?

N'était-il pas choquant d'exiger l'unanimité au *vote* et de se contenter de la simple majorité à la *ratification* ? D'autre part, n'était-il pas imprudent d'admettre à la simple majorité le vote d'amendements au Pacte ?

L'amendement propose d'exiger *au vote* la majorité des trois quarts, parmi lesquels doivent figurer les voix de tous les membres du Conseil représentés à la réunion. Il maintient pour la ratification le système actuel.

L'article 26 a été complété à deux autres points de vue. Il fixe un délai de vingt-deux mois pour le dépôt du nombre des ratifications requis et décide que si dans les vingt-deux mois qui suivent le vote de l'Assemblée, le nombre de ratifications requis n'a pas été réalisé, la résolution d'amendement reste sans effet.

Ces dispositions nouvelles qui paraissent des plus rationnelles ne requièrent pas d'autre commentaire que celui que nous apporte l'Exposé des Motifs du projet de loi.

*
* *

Dans sa déclaration ministérielle du mois de décembre dernier, le Gouvernement disait : « La Société des Nations est une garantie de paix que l'on » n'estime pas toujours à sa pleine valeur. Le Gouvernement est décidé à lui » donner tout son appui et à faire tout ce qui dépend de lui pour accroître » son prestige. »

L'empressement que le Gouvernement a mis à soumettre à notre approbation les amendements du Pacte adoptés par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa dernière session, témoigne de sa ferme volonté d'accorder à la Société des Nations l'appui solennellement promis.

Les Chambres, en adhérant à leur tour à ces amendements, témoigneraient de leur côté, de leur vif désir de s'associer d'une façon efficace à tout effort international qui tend à assurer une coopération plus étroite des peuples et qui contribue au maintien de la paix.

En annexe à ce rapport nous publions, en regard l'un de l'autre, le texte des articles du Pacte tels qu'ils sont actuellement rédigés et le texte des articles tels qu'ils ont été amendés.

Le Rapporteur,
P. POULLET.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Texte actuel des articles du Pacte.

ART. 4. — Le Conseil se compose de représentants des principales Puissances alliées et associées, ainsi que des représentants de quatre autres membres de la Société. Ces quatre membres de la Société sont désignés librement par l'Assemblée et aux époques qu'il lui plaît de choisir. Jusqu'à la première désignation par l'Assemblée, les représentants de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne et de la Grèce sont membres du Conseil.

Avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée, le Conseil peut désigner d'autres membres de la Société dont la représentation sera désormais permanente au Conseil. Il peut avec la même approbation, augmenter le nombre des membres de la Société qui seront choisis par l'Assemblée pour être représentés au Conseil.

Le Conseil se réunit quand les circonstances le demandent, et au moins une fois par an, au siège de la Société ou en tel autre lieu qui pourrait être désigné.

Le Conseil connaît de toute question rentrant dans le sphère d'activité de la Société ou affectant la paix du monde.

ART. 6. — Le Secrétariat permanent est établi au siège de la Société. Il comprend un secrétaire général, ainsi que les secrétaires et le personnel nécessaires.

Texte amendé.

ART. 4. — Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

« L'Assemblée fixe, à la majorité des deux tiers, les règles concernant les élections des membres non permanents du Conseil, et en particulier, celles concernant la durée de leur mandat et les conditions de rééligibilité. »

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

ART. 6. — Comme ci-contre.

Texte actuel des articles du Pacte.

Le premier secrétaire général est désigné dans l'annexe. Par la suite le secrétaire général sera nommé par le Conseil avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée.

Les secrétaires et le personnel du Secrétariat sont nommés par le Secrétaire général avec l'approbation du Conseil.

Le Secrétaire général de la Société est de droit secrétaire général de l'Assemblée et du Conseil.

Les dépenses du Secrétariat sont supportées par les membres de la Société dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle.

Texte amendé.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Les dépenses de la société seront supportées par les membres de la société dans la proportion décidée par l'Assemblée.

La répartition des dépenses de la Société figurant à l'annexe 3 sera appliquée du 1^{er} janvier 1922, jusqu'à ce qu'une répartition nouvelle adoptée par l'Assemblée soit mise en vigueur.

La liste suivante sera insérée à l'annexe au Pacte :

Répartition des dépenses de la Société.

États.	Unités à payer.
<i>Afrique du Sud.</i>	15
<i>Albanie.</i>	2
<i>Argentine.</i>	35
<i>Australie.</i>	15
<i>Autriche.</i>	2
<i>Belgique.</i>	15
<i>Bolivie.</i>	5
<i>Brésil.</i>	35
<i>Empire Britannique.</i>	90
<i>Bulgarie.</i>	10
<i>Canada.</i>	35
<i>Chili.</i>	15
<i>Chine.</i>	65
<i>Colombie.</i>	10
<i>Costa-Rica.</i>	2
<i>Cuba.</i>	10
<i>Danemark.</i>	10
<i>Espagne.</i>	35
<i>Esthonie.</i>	5

Texte actuel des articles du Pacte.

Texte amendé.

<i>Finlande.</i>	5
<i>France.</i>	90
<i>Grèce.</i>	10
<i>Guatémala.</i>	2
<i>Haïti.</i>	5
<i>Honduras.</i>	2
<i>Inde.</i>	65
<i>Italie.</i>	65
<i>Japon.</i>	65
<i>Lettonie.</i>	5
<i>Libéria.</i>	2
<i>Lithuanie.</i>	5
<i>Luxembourg.</i>	2
<i>Nicaragua.</i>	2
<i>Norvège.</i>	10
<i>Nouvelle-Zélande.</i>	10
<i>Panama.</i>	2
<i>Paraguay.</i>	2
<i>Pays-Bas.</i>	15
<i>Pérou.</i>	10
<i>Perse.</i>	10
<i>Pologne.</i>	15
<i>Portugal.</i>	10
<i>Roumanie.</i>	35
<i>Salvador.</i>	2
<i>État Serbe-Croate-Slovène.</i>	35
<i>Siam.</i>	10
<i>Suède.</i>	15
<i>Suisse.</i>	10
<i>Tchéco Slovaquie.</i>	35
<i>Uruguay.</i>	10
<i>Vénézuéla.</i>	5

ART. 12. — Tous les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure de l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas, ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil.

Dans tous les cas prévus par cet article, la sentence des arbitres doit être rendue dans un délai raisonnable et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois, à dater du jour où il aura été saisi du différend.

ART. 12. — Tous les membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à l'arbitrage ou à un *règlement judiciaire*, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas, ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la décision arbitrale ou *judiciaire* ou le rapport du Conseil.

Comme ci-contre.

Texte actuel des articles du Pacte.

ART. 13. — Les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à l'arbitrage.

Parmi ceux qui sont généralement susceptibles de solution arbitrale, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

La Cour d'arbitrage à laquelle la cause est soumise est la Cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

Les membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

ART. 15. — S'il s'élève entre les membres de la Société, un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, les membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

Texte amendé.

ART. 13. — Les membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale ou *judiciaire* et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à un règlement arbitral ou *judiciaire*.

Parmi ceux qui sont généralement susceptibles d'une solution arbitrale ou *judiciaire*, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait, qui s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

La cause sera soumise à la Cour permanente de Justice internationale ou à toute juridiction ou cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

Comme ci-contre.

ART. 15. — S'il s'élève entre les membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à la procédure de l'arbitrage ou à un *règlement judiciaire* prévu à l'article 13, les membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général qui prend toutes les dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

Texte actuel des articles du Pacte.

Texte amendé.

Dans le plus bref délai, les parties doivent lui communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives. Le Conseil peut en ordonner la publication immédiate.

Comme ci-contre.

Le Conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend s'il y réussit, il publie dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes de ce règlement.

Id.

Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire reconnaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'es-pèce.

Id.

Tout membre de la Société représenté au Conseil peut également publier un exposé des faits du différend et ses propres conclusions.

Id.

Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des représentants des parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les membres de la Société s'engagent à ne recourir à la guerre contre aucune partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

Id.

Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses membres autres que les représentants de toute partie au différend, les membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice.

Id.

Si l'une des parties prétend et si le Conseil reconnaît que le différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette partie, le Conseil le constatera

Id.

Texte actuel des articles du Pacte.

dans un rapport, mais sans recommander aucune solution.

Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée devra de même être saisie du différend à la requête de l'une des parties : cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil. Dans toute affaire soumise à l'Assemblée, les dispositions du présent article et de l'article 12 relatives à l'action et aux pouvoirs du Conseil, s'appliquent également à l'action et aux pouvoirs de l'Assemblée. Il est entendu qu'un rapport fait par l'Assemblée avec l'approbation des représentants des membres de la Société représentés au Conseil et d'une majorité des autres membres de la Société, à l'exclusion, dans chaque cas, des représentants des parties, a le même effet qu'un rapport du Conseil adopté à l'unanimité de ses membres autres que les représentants des parties.

Art. 16. — Si un membre de la Société recourt à la guerre contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'État en rupture de Pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet État et ceux de tout autre État, membre ou non de la Société.

Texte amendé.

Comme ci-contre.

Art. 16. — Si un membre de la Société recourt à la guerre contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre les personnes résidant sur leur territoire et celles résidant sur le territoire de l'État en rupture de Pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les personnes résidant sur le territoire de cet État et celles résidant sur le terri-

Texte actuel des articles du Pacte.

En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

Les membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'État

Texte amendé.

toire de tout autre État membre ou non de la Société.

Il appartient au Conseil d'émettre un avis sur le point de savoir s'il y a ou non rupture de Pacte. Au cours des délibérations du Conseil sur cette question, il ne sera pas tenu compte du vote des membres accusés d'avoir eu recours à la guerre et des membres contre qui cette guerre est entreprise.

Le Conseil doit notifier à tous les membres de la Société la date à laquelle il recommande d'appliquer les mesures de pression économique visées au présent article.

Toutefois, si le Conseil jugeait que, pour certains membres, l'ajournement pour une période déterminée d'une quelconque de ces mesures dût permettre de mieux atteindre l'objet visé par les mesures mentionnées dans le paragraphe précédent, ou fût nécessaire pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qu'elles pourraient leur causer, il aurait le droit de décider cet ajournement.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Texte actuel des articles du Pacte.

—
 en rupture de Pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire des forces de tout membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

Peut être exclu de la Société tout membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du Pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres membres de la Société représentés au Conseil.

ART. 26. — Les amendements au présent Pacte entreront en vigueur dès leur ratification par les membres de la Société dont les représentants composent le Conseil, et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée.

Tout membre de la Société est libre de ne pas accepter les amendements apportés au Pacte, auquel cas il cesse de faire partie de la Société.

Texte amendé.

—
 Comme ci-contre.

ART. 26. — Les amendements au présent Pacte dont le texte aura été voté par l'Assemblée à la majorité des trois quarts, parmi lesquels doivent figurer les voix de tous les membres du Conseil représentés à la réunion, entreront en vigueur dès leur ratification par les membres de la Société dont les représentants composaient le Conseil lors du vote et par la majorité de ceux dont les représentants forment l'Assemblée.

Si dans les vingt-deux mois qui suivent le vote de l'Assemblée, le nombre de ratifications requis n'a pas été réuni, la résolution d'amendement reste sans effet.

Le secrétaire général informe les membres de l'entrée en vigueur d'un amendement. Tout membre de la Société qui n'a pas à ce moment ratifié l'amendement est libre de notifier dans l'année au secrétaire général son refus de l'accepter. Il cesse en ce cas, de faire partie de la Société.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 JUNI 1922.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der in de artikelen 4, 6, 12, 13, 15, 16 en 26 van het Pact van den Volkenbond gebrachte wijzigingen welke door de tweede Vergadering van den Bond in hare zittingen van 3, 4 en 5 October 1921, aangenomen werden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN (2),
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER POULLET.

MIJNE HEEREN,

Met aan de Kamers te vragen de wijzigingen goed te keuren, welke de Vergadering van den Volkenbond, in den loop van het zittingsjaar 1921, heeft toegebracht in het Pact van dezen Bond, heeft de Regeering, in de Memorie van Toelichting van het ons onderworpen wetsontwerp, zeer juist de strekking dezer wijzigingen omschreven : zij zullen samen voor gevolg hebben, zegde zij, « aan het Pact van den Volkenbond tegelijkertijd meer plooibaarheid en grootere nauwkeurigheid te geven ».

Het geldt dus niet, aan de organieke standregelen van den Volkenbond hoofdzakelijke wijzigingen toe te brengen. Alleen de ondervinding kan zulke wijzigingen uitlokken. In afwachting, leek het nuttig zekere teksten nader toe te lichten en in de werking van den Bond eenige verbeteringen toe te brengen, welke de grondslagen, waarop hij berust, onverlet laten.

Het eerste artikel, waarvan de strekking nader wordt bepaald, is artikel 4, betreffende de samenstelling van den Raad en de wijze waarop zijne niet bestendige leden worden aangeduid. Men herinnert zich dat de Raad van den Volkenbond samengesteld is uit vier bestendige leden, te

(1) Wetsontwerp, n^o 139.

(2) Samenstelling van de Commissie : de heeren Brunet, voorzitter, Buisset, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Fischer, Forthomme, Helleputte, Hubin, Huysmans, Hymans, Janson, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Segers, Troclet, Vandervelde, Verachtert en Winandy.

weten: de vertegenwoordigers der voornaamste geallieerde en geassocieerde mogendheden, Engeland, Frankrijk, Italië en Japan, en uit vier niet bestendige leden, door de Algemeene Vergadering van den Bond aangeduid. Naar luid van artikel 4, worden deze vier leden door de Vergadering *vrijelijk* aangeduid en op *de tijdstippen* welke zij verkiest.

Doch artikel 4 lost de vraag niet op, te weten of de beslissing der Vergadering, betreffende de aanduiding der niet bestendige leden, kan getroffen worden bij de eenvoudige meerderheid, dan wel of de eenparigheid daartoe vereischt is. Men twijfelt er aan, omdat in algemeenen regel en behoudens strijdige bepalingen van het Pact of van de verdragen, behoudens ook de vraagpunten van rechtspleging, de beslissingen van de Vergadering moeten genomen worden bij eenparigheid der op de vergadering vertegenwoordigde leden (art. 3 van het Pact).

Daaruit blijkt, dat de beslissing van de Vergadering betreffende de wijze van aanduiding der niet bestendige leden van den Raad bij eenparigheid moet geschieden.

Doch een bepaling van artikel 4 laat aan de Vergadering toe, bij eenvoudige meerderheid, het getal der bestendige of niet bestendige leden van den Raad te verhoogen. Men heeft zich alsdan afgevraagd of de opstellers van het Pact zich strenger hebben willen toonen voor het bepalen der wijze waarop de niet bestendige leden moeten aangeduid worden, dan voor de vaststelling van hun getal?

De Vergadering heeft in haren zitting te Geneve beslist, dat het noodig was den twijfel op te lossen en dienvolgens artikel 4 van het Pact te herzien.

Zij nam een tusschenregel aan: er wordt eene meerderheid der twee derden vereischt.

In artikel 4 zou een nieuw lid worden ingelascht, luidende:

« De Vergadering stelt bij meerderheid der twee derden de regels vast betreffende de verkiezing der niet-bestendige Leden van den Raad, in het bijzonder die betreffende den duur van hun mandaat en de voorwaarden van herkiesbaarheid. »

Deze oplossing schijnt rekening te houden met de onderscheidene betrokken belangen.

Zooals de Memorie van Toelichting het terecht zegt, zou men, met de eenparigheid te vereischen, zich blootstellen aan het gevaar gelijk welke regeling te zien mislukken. Anderzijds, scheen het wijs noch voorzichtig, in een vraagstuk dat de inrichting zelf van een der bestanddeelen van den Bond aanbelangt, zich tevreden te stellen met de eenvoudige gewone meerderheid.

*
* *

De wijze van verdeling der uitgaven van het Secretariaat van den Volkenbond heeft aanleiding gegeven tot menigvuldige klachten vanwege de kleine Staten. Naar luid van het huidige artikel 6 van het Pact, « komen de uitgaven van het Secretariaat ten laste van de leden van den Bond naar verhouding

als werd vastgesteld voor het Internationaal Bureau der wereldpostvereeniging ».

Het aandeel van België, van Nederland, Rumenië, van Zwitserland, enz., in de kosten van het Internationaal Postbureau bedroeg, vóór den oorlog, voor elk dezer Staten eene som van twee duizend en enkele honderd frank op eene gezamenlijke uitgave van 200,000 frank ongeveer ; het aandeel van Duitschland, van Engeland, van Canada, van Frankrijk, van de Vereenigde Staten, van Indië, enz., bedroeg ongeveer 4,000 frank.

Welk bezwaar er ook kan opgeworpen worden tegen de wijze van verdeling, van aan groote Staten zooals Duitschland, Engeland, de Vereenigde Staten enz., slechts het dubbele der lasten op te leggen als van België, Nederland, enz., zoo verzekerde, in postzaken, de geringe jaarlijks uit te keeren som het voortbestaan van deze gebrekkige handelwijze.

Doch uitgebreid over eene begrooting van meer dan 20,000,000 frank, zooals die van den Volkenbond, zoo was dit stelsel al te onbillijk voor de kleine Staten. Vandaar de te Geneve aangenomen amendementen waarvan de strekking in de Memorie van Toelichting nader wordt bepaald. In stede van 625,000 frank-goud die België in 1921 moest uitkeeren, zal het voortaan slechts voor de helft hoeven tusschen te komen.

*
**

De artikelen 13, 14 en 15 van het Pact betreffen den te volgen weg om bij vergelijk de internationale geschillen op te lossen. De deelnemende Staten verbonden zich uitdrukkelijk niet tot den oorlog over te gaan alvorens de geschillen, die tot een breuk kunnen leiden, ofwel aan de scheidsrechterlijke uitspraak, ofwel aan het onderzoek van den Raad te hebben onderworpen.

Sinds het inwerkingtreden van het Pact, werd een *Internationaal Justitiehof* tot stand gebracht. Dienvolgens was het noodig deze artikelen aan te vullen met vermelding van het verhaal bij dit Hof onder de vreedzame middelen die van aard zijn om de internationale geschillen op te lossen.

Daarover gaan de amendementen bij bovengenoemde artikelen voorgesteld.

*
**

Artikel 16, dat voor doel heeft de economische blokkade in te richten van de Staten die, in strijd met de verbintenissen aangegaan door de artikelen 12, 13 en 15, tot den oorlog zijn overgegaan, is een der voornaamste van het Pact.

Het bekrachtigt eene der kostbaarste verplichtingen welke de Staten, leden van den Volkenbond, jegens elkander hebben genomen om wille van den Vrede : namelijk, van niet tot den oorlog over te gaan zonder eerst hunne geschillen te hebben onderworpen aan de scheidsrechterlijke uitspraak, aan de rechterlijke machten of aan het onderzoek vanwege den Raad.

In hare zittingen van 1920 en van 1921, heeft de Vergadering langen tijd

de quastie behandeld betreffende de practische uitvoering van de economische blokkade.

Dit grondig onderzoek bracht aan 't licht, dat de strenge en letterlijke toepassing van artikel 16 ofwel tot practische onmogelijkheden, ofwel tot schadelijke gevolgen voor het nagestreefte doel zelf kon leiden.

Naar luid van artikel 16, moeten al de Staten, zoodra een het Pact heeft verbroken, *dadelijk* met dezen Staat alle handelsbetrekkingen afbreken en aan hunne ingezetenen alle betrekkingen verbieden met die van den schuldigen Staat.

Indien ingezetenen van den schuldigen Staat op het grondgebied verblijven van een der aan de blokkade deelnemende Staten, is het blijkbaar onmogelijk *alle betrekkingen* met hen te ontzeggen.

Dienvolgens, stelt men voor artikel 16 in dezen zin te wijzigen, dat het afbreken van alle economische en persoonlijke betrekkingen tusschen de ingezetenen van den aan de blokkade deelnemenden Staat en die van den schuldigen Staat slechts die der ingezetenen van den schuldigen Staat zouden betreffen, die op diens grondgebied verblijven. De ontzegging zou ophouden diegenen der ingezetenen van den schuldigen Staat te treffen, welke zich bevinden op het grondgebied der overige leden van den Volkenbond.

Het voorgestelde amendement beperkt zich niet daarbij. Het gaat verder dan de huidige tekst en stelt voor de ontzeggingen der betrekkingen uit te strekken tot gelijk welken persoon op het grondgebied van den schuldigen Staat verblijvende. Insgelijks, vanwege den aan de blokkade deelnemenden Staat, zou de ontzegging niet alleen zijne eigene ingezetenen treffen, maar ook ieder persoon op zijn grondgebied verblijvende. In andere woorden, om te weten op wie de verplichting drukt om alle betrekkingen te verbreken tusschen personen ahangende van den schuldigen Staat en personen ahangende van de overige leden van den Volkenbond, zou men het criterium der nationaliteit vervangen door dat der verblijfplaats. De ontzegging zou alsdan practisch uitvoerbaar worden en zij zou, door hare wederzijdsche uitbreiding tot de niet ingezetenen personen, haar maximum van doelmatigheid bereiken.

Andere practische onmogelijkheid welke moet verholpen worden : indien een Staat zijn levensbestaan bij de schuldige Natie vindt en zich niet, vóór langen tijd, dit levensbestaan elders kan aanschaffen, kan men hem natuurlijk niet vragen met deze Natie alle handelsbetrekkingen af te breken. Men zou hem alzoo vragen zich tot den hongerdood te veroordeelen. Bij amendement stelt men voor dat de Raad, in dit geval, de verplichting om *dadelijk* te breken zou kunnen verdagen.

Het is ook mogelijk dat eene onmiddellijke breuk vanwege een of anderen Staat voor de gemeenschappelijke zaak meer nadeelen dan voordeelen medebrengt : de schuldige Staat zou er een voorwendsel in vinden om, b. v., zich van een strategisch punt meester te maken. Het is mogelijk dat de onmiddellijke breuk vanwege een of anderen Staat voor de aan de blokkade deelnemende Staten veel schadelijker verplichtingen medebrengt dan de voordeelen welke de

schuldige Staat zou trekken uit eene uitzondering van de verplichting om te breken.

In deze gevallen nogmaals laat het voorgestelde amendement aan den Raad toe de breuk te verdagen voor den Staat die zich in een bijzonderen toestand bevindt.

Het behoort evenmin van Staten, die zich in een bijzonderen toestand bevinden, offers te eischen die niet kunnen ten goede komen of schadelijk zijn aan de gemeenschappelijke zaak, daar de van kracht zijnde tekst van artikel 16 aan de leden van den Bond opgelegd zich onderling te steunen bij de toepassing der economische en financieele maatregelen te nemen met het oog op de blokkade, ten einde tot het minimum de verliezen en de bezwaren te verminderen die er kunnen uit voortvloeien.

Het huidige artikel 16 bevatte eene ernstige leemte.

Indien, zegt het, een Staat zijn toevlucht neemt tot den oorlog in strijd met het Pact, wordt hij *ipso facto* aangezien als hebbende eene oorlogsdaad gepleegd tegen al de overige leden van den Bond en is hij, dienvolgens, aan blokkade blootgesteld. Dit is volmaakt. Doch aan wien behoort het te beslissen of een Staat het Pact heeft verbroken of niet? Artikel 16 zwijgt daaromtrent. Er wordt voorgesteld dit artikel aan te vullen met aan den Raad de zorg over te laten uitspraak te doen of het Pact geschonden werd of niet. Ongetwijfeld, zijn de leden van den Bond, ten minste theoretisch, niet gebonden door het advies van den Raad.

Krachtens het beginsel en de Souvereiniteit der Staten, blijven de leden van den Bond vrij te bepalen of het Pact verbroken werd of niet. Doch het advies van den Raad zal daarom niet minder een groot gezag bezitten en, vooral voor de kleine Staten, een hoofdbestanddeel uitmaken om de te volgen gedragslijn te verkennen.

Een laatste amendement bij artikel 16 gelast den Raad den datum aan te geven waarop hij aanraadt de blokkademaatregelen toe te passen. Zooals de Memorie van Toelichting het zegt, is het nuttig deze maatregelen gelijktijdig te doen toepassen om hun het grootste mogelijk nuttig effect te doen opleveren. Doch niets belet de Staten de uitvoering er van vroeger te benaastigen, zoo zij het oorbaar achten.

*
**

Een laatste reeks amendementen bij het Pact betreft artikel 26 dat juist handelt over het van kracht worden der wijzigingen die aan het Pact zouden kunnen gebracht worden.

Volgens het artikel, zooals het thans luidt, worden de amendementen van kracht *zoodra zij goedgekeurd zijn* door de leden van den Bond, wier vertegenwoordigers den Raad uitmaken, en door de meerderheid van degenen wier vertegenwoordigers de Vergadering vormen.

Zooals men ziet, spreekt het artikel over de vereischen *tot de goedkeuring* van de amendementen; het zwijgt volstrekt over hetgeen voor hunne *stemming* door de Vergadering wordt vereischt. Was, voor de

stemming, — overeenkomstig den algemeenen regel van artikel 5, de eenparigheid vereischt, ofwel was de eenvoudige meerderheid voldoende?

Was het niet storend bij de *stemming* de eenparigheid te vereischen en zich met de eenvoudige meerderheid tevreden te stellen bij de *goedkeuring*? Was het, overigens, niet onvoorzichtig de stemming over de amendementen bij het Pact bij eenvoudige meerderheid toe te laten?

Het amendement stelt voor, bij de *stemming* de meerderheid der drie vierden te eischen, waaronder moeten begrepen zijn de stemmen van al de leden van den Raad ter vergadering vertegenwoordigd. Het behoudt het huidige stelsel voor wat de goedkeuring betreft.

Artikel 26 werd onder twee andere oogpunten aangevuld. Het bepaalt een termijn van twee-en-twintig maanden voor het indienen van het aantal vereischte goedkeuringen en beslist dat, zoo binnen de twee-en-twintig maanden welke de stemming in de Vergadering volgen, het aantal vereischte goedkeuringen niet bekomen werd, het besluit tot wijziging zonder uitwerking blijft.

Deze nieuwe bepalingen welke allerredelijkst toeschijnt, vergen geene andere verklaring dan die welke ons gegeven wordt door de Memorie van Toelichting bij het wetsontwerp gevoegd.

* * *

In zijne ministerieele verklaring van December 1.1., zegde de Regeering: « De Volkenbond is een waarborg van vrede, welke men niet steeds naar volle waarde schat. De Regeering is besloten daaraan geheel haar steun te geven en al te doen, wat in haar macht is, om zijn aanzien te doen toenemen ».

De naarstigheid welke de Regeering heeft aangewend om de, door de Vergadering van den Volkenbond, in diens jongsten zitting aangenomen amendementen op het Pact aan onze goedkeuring te onderwerpen, getuigt van haar vasten wil om aan den Volkenbond den plechtig beloofden steun te verleen.

Met deze amendementen op hare beurt goed te keuren, zullen de Kamers, van harentwege, van haar levendig verlangen getuigen om zich op eene afdoende wijze te vereenigen met elke internationale poging die er toe strekt om een nauwere samenwerking te verzekeren tusschen de volken en die tot het behoud van den vrede bijdraagt.

Als bijlage van dit verslag geven wij, naast elkaar, de teksten der artikelen van het Pact zooals zij thans luiden, alsmede den tekst der artikelen zooals zij gewijzigd werden.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.



Huidige tekst der artikelen van het Pact.

ART. 4. — De Raad bestaat uit Vertegenwoordigers der voornaamste geallieerde en geassocieerde Mogendheden alsmede uit Vertegenwoordigers van vier andere Leden van den Bond. Deze vier Leden van den Bond worden door de Vergadering verkozen volgens haar goeddunken en op tijdstippen naar haar vrije keus. In afwachting van de eerste benoeming door de Vergadering zijn de Vertegenwoordigers van België, Brazilië, Spanje en Griekenland Leden van den Raad.

Met de goedkeuring van de meerderheid der Vergadering kan de Raad andere Leden van den Bond aanwijzen, wier vertegenwoordiging in den Raad voortaan bestendig zal zijn. Hij kan, met dezelfde goedkeuring, het aantal Leden van den Bond vermeerderen welke door de Vergadering zullen gekozen worden om in den Raad vertegenwoordigd te zijn.

De Raad vergadert wanneer de omstandigheden het vergen, en minstens éénmaal 's jaars, ter plaatse van den zetel van den Bond, of op eenige andere plaats die zou kunnen aangewezen worden.

De Raad neemt kennis van elk vraagstuk behorende tot den werkring van den Bond of den wereldvrede aanbelangende.

Gewijzigde tekst.

ART. 4. — Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

« De Vergadering stelt bij meerderheid der twee derden de regels vast betreffende de verkiezing der niet bestendige Leden van den Raad, en in het bijzonder die betreffende den duur van hun mandaat en de voorwaarden van herkiesbaarheid ».

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

Art. 6. — Het bestendig Secretariaat is gevestigd ter plaatse van den zetel van den Bond. Het bestaat uit eenen Algemeenen Secretaris en zooveel secretarissen en personeel als noodig zal zijn.

De eerste Algemeene Secretaris is in het aanhangsel aangewezen. In het vervolg zal de Algemeene Secretaris door den Raad benoemd worden, met de goedkeuring van de meerderheid der Vergadering.

De secretarissen en het personeel van het Secretariaat worden benoemd door den Algemeenen Secretaris met de goedkeuring van den Raad.

De Algemeene Secretaris van den Bond is van rechtswege Algemeene Secretaris van de Vergadering en van den Raad.

De kosten van het Secretariaat zullen gedragen worden door de Leden van den Bond in de verhouding welke voor het Bureau der Wereldpostvereniging vastgesteld is.

Gewijzigde tekst.

Art. 6. — Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

De uitgaven van den Bond zullen gedragen worden door de Leden van den Bond in de verhouding welke door de Vergadering vastgesteld is.

De in aanhangsel 3 aangegeven verdeling der uitgaven van den Bond zal toegepast worden van 1 Januari 1922 af totdat eene nieuwe door de Vergadering aangenomen verdeling in werking is gesteld.

De navolgende lijst zal in het aanhangsel bij het Pact ingelascht worden :

Verdeling der uitgaven van den
Bond :

Staten.	Te betalen eenheden.
—	—
Zuid-Afrika.	15
Albanië.	2
Argentinië.	35

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

Gewijzigde tekst.

<i>Australië.</i>	15
<i>Oostenrijk.</i>	2
<i>België.</i>	15
<i>Bolivia.</i>	5
<i>Brazilië.</i>	30
<i>Britsche Rijk.</i>	95
<i>Bulgarije.</i>	10
<i>Canada.</i>	35
<i>Chili.</i>	15
<i>China.</i>	65
<i>Columbia.</i>	10
<i>Costa Rica.</i>	2
<i>Cuba</i>	10
<i>Denemarken.</i>	10
<i>Spanje.</i>	35
<i>Esthland.</i>	5
<i>Finland.</i>	5
<i>Frankrijk,</i>	90
<i>Griekenland.</i>	10
<i>Guatemala.</i>	2
<i>Haïti.</i>	5
<i>Honduras.</i>	2
<i>Indië.</i>	65
<i>Italië.</i>	65
<i>Japan.</i>	65
<i>Letland.</i>	5
<i>Liberia.</i>	2
<i>Litauen.</i>	5
<i>Luxemburg.</i>	2
<i>Nicaragua.</i>	2
<i>Noorwegen.</i>	10
<i>Nieuw-Zeeland.</i>	10
<i>Panama.</i>	2
<i>Paraguay.</i>	2
<i>Nederland.</i>	15
<i>Peru.</i>	10
<i>Perzië.</i>	10
<i>Polen.</i>	15
<i>Portugal.</i>	10
<i>Roemenië.</i>	35
<i>Salvador.</i>	2
<i>Servisch-Kroatisch-</i>	
<i>Sloveensche Staat.</i>	35

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

ART. 12. — Al de Leden van den Bond komen overeen dat, indien tusschen hen een geschil ontstaat, dat eene breuk zou kunnen voor gevolg hebben, zij het geval hetzij aan eene scheidsrechterlijke uitspraak, hetzij aan het onderzoek van den Raad zullen onderwerpen. Zij komen ook overeen, in geen geval tot den oorlog over te gaan vooraleer een tijdperk van drie maanden na de uitspraak van het scheidsgerecht of na het verslag van den Raad verlopen is.

In alle door dit artikel voorziene gevallen moet de uitspraak van de scheidsrechters binnen eene redelijke tijdruimte gedaan en het verslag van den Raad opgesteld worden binnen de zes maanden, te rekenen van den dag waarop hem het geschil werd voorgelegd.

ART. 13. — De Leden van den Bond komen overeen dat ingeval er tusschen hen een geschil ontstaat dat naar hunne meening vatbaar is voor eene scheidsrechterlijke oplossing, en indien dit geschil niet op voldoende wijze langs diplomatieken weg kan geregeld worden, zij de geheele vraag aan een scheidsgerecht zullen onderwerpen.

Onder die, welke over het alge-

Gewijzigde tekst.

<i>Siam.</i>	10
<i>Zweden.</i>	15
<i>Zwitserland.</i>	10
<i>Tsjecho-Slowakije.</i>	35
<i>Uruguay.</i>	10
<i>Venezuela.</i>	5

ART. 12. — Al de Leden van den Bond komen overeen dat, indien tusschen hen een geschil ontstaat dat een breuk zou kunnen voor gevolg hebben, zij het geval hetzij aan eene scheidsrechterlijke uitspraak of aan *erne gerechtelijke regeling*, hetzij aan het onderzoek van den Raad zullen onderwerpen. Zij komen ook overeen, in geen geval tot den oorlog over te gaan vooraleer een tijdperk van drie maanden na de scheidsrechterlijke of *gerechtelijke* uitspraak of na het verslag van den Raad verlopen is.

Zooals hiernevens.

ART. 13. — De Leden van den Bond komen overeen dat, ingeval er tusschen hen een geschil ontstaat dat naar hunne meening vatbaar is voor eene scheidsrechterlijke of *gerechtelijke* oplossing, en indien dit geschil niet op voldoende wijze langs diplomatieken weg kan geregeld worden, zij de geheele vraag aan eene scheidsrechterlijke of *gerechtelijke* regeling zullen onderwerpen.

Onder die welke over het alge-

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

meen voor eene scheidsrechterlijke oplossing vatbaar zijn, worden begrepen geschillen nopens de uitlegging van een Verdrag, nopens eenig punt van internationaal recht, nopens de waarheid van eenig feit, hetwelk, indien het vastgesteld ware, het verbreken van eene internationale verbintenis zou uitmaken, of nopens den omvang of den aard der vergoeding, die voor zulk een breuk verschuldigd is.

Het Scheidsgerecht, aan welks oordeel het geding onderworpen wordt, is het Gerecht door de Partijen aangewezen, of in hunne vroegere overeenkomsten voorzien.

De Leden van den Bond verbinden er zich toe de uitspraken te goeder trouw na te komen, en niet tot den oorlog over te gaan tegen eenig Lid van den Bond, dat gezegde uitspraken nakomt. Bij gebrek aan nakoming van de uitspraak, stelt de Raad de maatregelen voor, die er de uitwerking van moeten verzekeren.

ART. 15. — Indien tusschen de Leden van den Bond een geschil mocht ontstaan, dat eene breuk zou kunnen teweegbrengen, en indien dit geschil niet aan het in artikel 13 voorziene scheidsgerecht onderworpen wordt, komen de Leden vanden Bond overeen, hetzelve voor den Raad te brengen. Te dien einde is het voldoende, dat een hunner den Algemeenen Secretaris in kennis stelt van dit geschil en deze zal alle maatregelen nemen tot volledig onderzoek en volledige overweging hiervan.

Gewijzigde tekst.

meen voor eene scheidsrechterlijke of *gerechtelijke* oplossing vatbaar zijn, worden begrepen geschillen nopens de uitlegging van een verdrag, nopens eenig punt van internationaal recht, nopens de waarheid van eenig feit, hetwelk, indien het vastgesteld ware, het verbreken van eene internationale verbintenis zou uitmaken, of nopens den omvang of den aard der vergoeding die voor zulk eene breuk verschuldigd is.

Het geding zal onderworpen worden aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie of aan elk gerecht of hof, dat door de partijen aangewezen wordt of in hunne vroegere overeenkomsten voorzien was.

Zoals hiernevens.

ART. 15. — Indien tusschen de Leden van den Bond een geschil mocht ontstaan dat eene breuk zou kunnen teweegbrengen en indien dit geschil niet aan de in artikel 13 voorziene scheidsrechterlijke uitspraak of *gerechtelijke regeling* onderworpen wordt, komen de Leden van den Bond overeen gezegd geschil voor den Raad te brengen. Te dien einde is het voldoende dat een hunner den Algemeenen Secretaris in kennis stelt van het geschil, en deze zal alle maatregelen nemen tot volledig onderzoek en volledige overweging hiervan.

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

Gewijzigde tekst.

De Partijen zullen hem zoohaast mogelijk de uiteenzetting van hunne aangelegenheid mededeelen met alle noodige feiten en rechtvaardigende bewijsstukken.

Zooals hiernevens.

De Raad zal trachten de vereffening van het geschil te bewerkstelligen. Indien hij daarin slaagt, zal hij, in de maat die hij nuttig acht, een verslag afkondigen nopens de feiten, de uitlegging die zij bedragen en de voorwaarden dezer vereffening.

Id.

Indien het geschil niet kon vereffend worden, stelt de Raad voor afkondiging een verslag op, goedgekeurd bij eenparige stemmen of bij meerderheid van stemmen, om de omstandigheden bekend te maken, waaronder het geschil zich voerdeed, en de oplossingen die hij als de rechtvaardigste en de meest gepaste aanbeveelt.

Id.

Elk Lid van den Bond, in den Raad vertegenwoordigd, kan insgelijks een verslag over de feiten van het geschil met zijne eigene gevolgtrekkingen openbaarmaken.

Id.

Indien het verslag van den Raad bij eenparige stemmen aangenomen wordt, zonder dat de stem van de Vertegenwoordigers der belanghebbende Partij voor deze eenparigheid medegerekend wordt, verbinden zich de Leden van den Bond niet tot den oorlog tegen eene der Partijen over te gaan, die zich onderwerpt aan de besluiten van het verslag.

Id.

Ingeval het den Raad niet gelukt zijn verslag door al zijne Leden buiten de Vertegenwoordigers van de bij het geschil betrokken Partijen te

Id.

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

—
doen aannemen, behouden zich de Leden van den Bond het recht voor, te handelen zooals zij het tot de bescherming van recht en gerechtigheid noodig achten.

Indien een der Partijen beweert en de Raad erkent, dat het geschil betrekking heeft op een punt, hetwelk het internationaal recht uitsluitend aan de bevoegdheid dezer Partij overlaat, zal de Raad dit in een verslag vaststellen, doch zonder eenige oplossing aan te bevelen.

De Raad kan, in al de gevallen in onderhavig artikel voorzien, het geschil voor de Vergadering brengen. Het geschil moet zelfs voor de Vergadering gebracht worden op verzoek van eene der Partijen; dit verzoek moet ingediend worden binnen de veertien dagen na het oogenblik, waarop het geschil voor den Raad gebracht wordt.

In elke zaak, welke voor de Vergadering gebracht wordt, zijn de beschikkingen van onderhavig artikel en van artikel 12 aangaande het optreden en de macht van den Raad insgelijks van toepassing op het optreden en de macht der Vergadering. Het is wel verstaan dat een verslag, opgesteld door de Vergadering, met de goedkeuring van de Vertegenwoordigers der Leden van den Bond bij den Raad vertegenwoordigd en van eene meerderheid der andere Leden van den Bond, met uitsluiting, in elk geval, der Vertegenwoordigers van de belanghebbende Partijen, evenveel kracht heeft als een verslag van den Raad, aangenomen bij eenparige stemmen zijner leden buiten de Vertegenwoordigers der Partijen.

Gewijzigde tekst.

—
Zooals hiernevens.

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

ART. 16. — Indien een der Leden van den Bond tot den oorlog overgaat in tegenstrijd met de verbintenissen aangegaan in artikels 12, 13 of 15, wordt hetzelfde *ipso facto* aangezien als hebbende eene oorlogsdaad begaan tegenover al de overige Leden van den Bond. Deze verbinden er zich toe alle handels- en financieele betrekkingen met dit Lid onmiddellijk af te breken, alle betrekkingen tusschen hunne onderhoorigen en degenen van den pactbrekenden Staat, te verbieden, en alle financieel-, handels- of persoonlijk verkeer te doen ophouden tusschen de onderdanen van dien Staat en degenen van elken anderen Staat, hij zij Lid of niet van den Bond.

Gewijzigde tekst.

ART. 16. — Indien een der Leden van den Bond tot den oorlog overgaat in tegenstrijd met de verbintenissen aangegaan in artikels 12, 13 of 15, wordt hetzelfde *ipso facto* aangezien als hebbende eene oorlogsdaad begaan tegenover al de overige Leden van den Bond. Deze verbinden er zich toe alle handels- of financieele betrekkingen met dit Lid onmiddellijk af te breken, alle betrekkingen tusschen *de personen die op hun grondgebied verblijven en deze die op het grondgebied van den pactbrekenden Staat verblijven*, te verbieden, en alle financieel, handels- of persoonlijk verkeer te doen ophouden tusschen *de personen die op het grondgebied van dien Staat verblijven en deze die op het grondgebied van elken anderen Staat*, hij zij Lid of niet van den Bond, verblijven.

« De Raad dient advies uit te brengen omtrent de vraag of het Pact al of niet verbroken werd. Er zal in den loop der beraadslagingen van den Raad over deze quaestie geene rekening gehouden worden met de stem van de Leden, die beschuldigd worden tot den oorlog hunne toevlucht genomen te hebben en van de Leden, tegen wie deze oorlog ondernomen is.

» De Raad moet aan al de Leden van den Bond kennis geven van den datum waarop de in dit artikel bedoelde economische dwangmaatregelen volgens zijne meening dienen toegepast te worden.

» Mocht echter de Raad van oordeel zijn dat, voor zekere Leden, verdaging voor een bepaald tijdperk van eenen dezer maatregelen zou

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

In dit geval is het de plicht van den Raad aan de verschillende belanghebbende Regeeringen eene aanbeveling te zenden omtrent de leger-, zeevaart- en luchtvaartstrijdkrachten waardoor de Leden van den Bond onderscheidenlijk zullen bijdragen tot de gewapende macht bestemd om de verbintenissen van den Bond te doen eerbiedigen.

Bovendien komen de Leden van den Bond overeen elkander eenen wederzijdschen steun te verleenen voor het toepassen der economische en financiële maatregelen welke krachtens dit artikel moeten genomen worden, ten einde de verliezen en bezwaren welke daaruit zullen voortspuiten, tot een minimum te beperken. Zij zullen elkander ook wederzijds steunen om aan alle bijzondere maatregelen te weerstaan, welke door den verdragbrekenden Staat tegen hen genomen worden. Zij zullen de noodige schikkingen nemen om den doortocht over hun grondgebied te vergemakkelijken van de legers van elk Lid van den Bond dat deelneemt aan eene gemeenschappelijke handeling om de verbintenissen van den Bond te doen eerbiedigen.

Elk lid, dat zich schuldig heeft gemaakt aan schending van een der

Gewijzigde tekst.

toelaten het doel beoogd door de in de voorgaande paragraaf vermelde maatregelen beter te bereiken, of, dat gezegde verdaging noodig zou zijn om de verliezen en de nadeelen die zij hun zouden kunnen veroorzaken op een minimum te brengen, dan zou hij tot deze verdaging mogen besluiten. »

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Huidige tekst der artikelen van het Pact.

verplichtingen die het gevolg zijn van het Pact, kan buiten den Bond gesloten worden. Deze uitsluiting wordt uitgesproken door de stemming van alle andere Leden van den Bond in den Raad vertegenwoordigd.

ART. 26. — De wijzigingen in dit Pact zullen in werking treden zoodra zij bekrachtigd zijn door de Leden van den Bond, wier Vertegenwoordigers den Raad vormen, en door de meerderheid dergenen waarvan de Vertegenwoordigers de Vergadering uitmaken.

Het staat ieder Lid van den Bond vrij, de wijzigingen in de Overeenkomst niet in te nemen; in dit geval houdt zulk Lid op, deel te maken van den Bond.

Gewijzigde tekst.

ART. 26. — De wijzigingen in dit Pact, waarvan de tekst door de Vergadering goedgekeurd werd bij meerderheid van drie vierden, waaronder de stemmen van al de op de bijeenkomst vertegenwoordigde Leden van den Raad moeten begrepen zijn, zullen in werking treden zoodra zij bekrachtigd zijn door de Leden van den Bond, wier vertegenwoordigers bij de stemming den Raad vormden, en door de meerderheid dergenen, waarvan de vertegenwoordigers de Vergadering uitmaken.

Indien het vereischte getal bekrachtigingen binnen de twee en twintig maanden die op de stemming der Vergadering volgen, niet bereikt is, blijft het besluit tot wijziging zonder uitwerking.

De Algemeene Secretaris geeft aan de Leden kennis van het in werking treden eener wijziging. Het staat ieder Lid van den Bond, dat op dit oogenblik de wijziging niet bekrachtigd heeft, vrij binnen het jaar aan den Algemeenen Secretaris te laten weten dat het weigert ze aan te nemen. In dit geval houdt zulk Lid op, deel uit te maken van den Bond.»